



Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté N° 204 - 2 juillet 2012

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués

signés Marche mondiale des Femmes). Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'expéditeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es.

Site : <http://www.mmf-france.fr>

SOMMAIRE

- 1 - Le planning familial Paris victime d'une intrusion dans ses locaux - MFPP - Page 1
- 2 - Les meurtres de lesbiennes continuent en Afrique du Sud ! - Coordination lesbienne en France et Les Dégommeuses - Page 2
- 3 - Prostitution : des communiqués de presse suite à la déclaration de Mme Najat Vallaud Belkacem sur les moyens à mettre en œuvre pour abolir la prostitution... - Page 2
- 4 - Camps européen de jeunes féministes 2012 - 6 au 12 août en Roumanie - Page 7
- 5 - États-unis : pour la présidentielle, les SLUT passent à l'action - Journal de l'Espace Simone de Beauvoir de Nantes - Page 8
- 6 - Rio+20 : la mention « droits reproductifs » retirée de l'accord final - Page 8
- 7 - Les femmes ouvrent la journée de mobilisations pendant le Sommet des peuples Rio+20 - MMF
- 8 - Oui, on peut être féministe et contre la pénalisation des clients ! Planning Familial - Page 10
- 9 - Réponse : Féministes, et donc pour une politique cohérente et entière contre la prostitution ! Abolition 2012 - Page 11
- 10 - Lettre à Mme Belkacem - Campagne « Exiger l'Égalité des salaires entre les femmes et les hommes... Maintenant ! » - Page 11
- 11 - Communication du Ministère des Droits des Femmes sur l'égalité femmes - hommes - Page 12
- 12 - Le Conseil d'État dans l'incapacité de juger l'application ou pas de la loi de 2001 (contraception, éducation à la sexualité et IVG) ? - Communiqué MFPP - ANCIC - CADAC - Page 12
- 13 - Livre : Le Sport Féminin - Fabienne Broucaret - Page 13
- 14 - Livre : Femmes voilées aux Jeux olympiques - Annie Sugier - Page 13
- 15 - Football féminin - La femme est l'avenir du foot - Audrey Keyzers & Maguy Nestoret Ontanon
- 16 - Livre : Guerrières ! A la rencontre du sexe fort - Moïra Sauvage - Page 14

MOBILISATIONS

1 - Le planning familial Paris victime d'une intrusion dans ses locaux - MFPP

L'association départementale du Planning Familial de Paris dénonce l'intrusion dans ses locaux de militants anti-avortement entraînant l'entrave à l'accueil des femmes en demande d'IVG les 25 et 26 juin 2012. La présidente a décidé de porter plainte au nom de l'association, en présence d'une femme témoin et victime agressée physiquement et psychologiquement. La plainte a été refusée et transformée en main courante. L'association départementale de Paris appelle au soutien et à la vigilance de toutes les forces progressistes afin que les droits des femmes et leurs choix soient respectés.

Tout comme bien d'autres associations, la Marche Mondiale des Femmes Paris-IledeFrance soutient le Planning Familial après cette agression, restera vigilante et se tiendra prête à relayer toute mobilisation.

2 - Les meurtres de lesbiennes continuent en Afrique du Sud ! - Coordination lesbienne en France et Les Dégommeuses

Le 23 juin, à une semaine exacte de la Marche des Fiertés 2012, le township de Nyanga (Cape Town - Afrique du Sud) a été le théâtre d'un nouveau crime de haine. Une jeune lesbienne de 22 ans, prénommée Phumeza, a été abattue par balle dans son propre domicile à cause de son orientation sexuelle. Cet assassinat est le troisième qui frappe la communauté LGBT sud-africaine en moins d'un mois. Le 9 juin dernier, deux inconnus ont assailli et égorgé le défenseur des droits LGBT Thapelo Makhutle. Quatre jours plus tôt, un autre homosexuel, Neil Daniels, a également été victime d'une agression mortelle, après avoir subi des mutilations génitales laissant peu d'espace au doute quant à la nature du crime. Des militantes luttant pour les droits des LGBT en Afrique du Sud, dont la photographe Zanele Muholi et plusieurs femmes qui ont survécu à des viols correctifs, sont présentes actuellement à Paris dans le cadre de l'opération « Foot For Love ». Elles défilent dans le carré de tête de la Marche des Fiertés, le samedi 23 juin.

3 - Prostitution : des communiqués de presse suite à la déclaration de Mme Najat Vallaud Belkacem sur les moyens à mettre en œuvre pour abolir la prostitution...

Regard de Femmes

Regards de femmes a pris connaissance avec satisfaction de la position de Najat Vallaud- Belkacem, Ministre des Droits des femmes sur le système prostitueur. Poser l'interdit, par la loi, de l'achat d'actes sexuels est indispensable pour lutter contre les violences envers les femmes.

Michèle Vianès, présidente de Regards de Femmes, lors de son audition par la mission parlementaire, avait rappelé que le corps n'est pas une marchandise ! Il est digne d'être protégé de toute exploitation, de toute commercialisation.

Poser l'interdit, par la loi, de l'achat d'un acte sexuel, est indispensable pour lutter contre les violences envers les femmes. C'est également le fondement d'une éducation non sexiste.

Pour Regards de femmes, la servitude, volontaire ou forcée, des prostitué-e-s exige de s'attaquer au système prostitueur qui repose sur la demande, les acheteurs et sur les vendeurs, les proxénètes et de mettre en place des politiques efficaces d'alternatives à la prostitution pour toutes les personnes désirant quitter l'enfermement prostitutionnel.

Regards de femmes organise dans le cadre de la quinzaine de l'égalité de la région Rhône-Alpes un colloque « **Le système prostitueur : violence machiste archaïque** » le 8 octobre à Villeurbanne où interviendront des associations françaises de « Abolition 2011 », des ONG européennes de « Pour une Europe libérée de la prostitution » et l'association ukrainienne WCU. Les résultats positifs dans les 3 pays européens pénalisant les clients seront comparés aux violences subies dans les pays règlementaristes.

Nous inviterons la ministre Najat Vallaud-Belkacem à conclure ce colloque.

Mouvement du Nid : Abolition de la prostitution: Coup d'envoi donné par la ministre des droits des femmes !

Ce dimanche 23 juin, le Mouvement du Nid-France, réuni en Assemblée Générale à Strasbourg, accueille avec une grande satisfaction l'annonce faite par Madame la Ministre des droits des femmes. En engageant le gouvernement à se donner les moyens d'abolir la prostitution, Najat Vallaud Belkacem se place dans la continuité de la résolution parlementaire votée le 6 décembre 2011 réaffirmant la position abolitionniste de la France en matière de prostitution. Selon ses termes, il n'est plus question de débattre de l'opportunité de l'abolition de la prostitution, mais des moyens à mettre en œuvre pour y parvenir. Le Mouvement du Nid se félicite que la ministre prenne clairement la direction d'un abolitionnisme effectif et honore ainsi les engagements pris par le Parti Socialiste durant la dernière campagne présidentielle.

La Ministre pourra compter sur le soutien et l'expertise du Mouvement du Nid et de ses 31 délégations départementales pour mener à bien le projet ambitieux d'une société plus égalitaire entre les femmes et les hommes.

Mouvement du Nid-France ; www.mouvementdunid.org

L'Assemblée des Femmes

Hier, Najat VALLAUD-BELKACEM, Ministre des Droits des Femmes, a réaffirmé très clairement et courageusement la position du Gouvernement pour l'abolition de la prostitution, dans la continuité de la position du PS, de la campagne présidentielle de François Hollande, et du vote de la résolution parlementaire du 6 décembre dernier réaffirmant la position abolitionniste de la France en matière de prostitution.

La Ministre a marqué sa volonté, et celle du Ministre de l'Intérieur Manuel Valls, de continuer à avancer vers cet objectif en ouvrant prochainement une conférence de consensus sur le sujet. L'Assemblée des Femmes est favorable à cette méthode et se déclare disponible pour y prendre toute sa part. Si la prostitution perdure, et avec elle la traite des êtres humains l'exploitation sexuelle et plus largement un sexisme tenace dans notre société, ce n'est pas parce qu'elle constitue une fatalité mais parce que personne ne s'y intéresse. La prostitution, et la réalité qu'elle sous-tend est en train de devenir une question politique à part entière. Nous ne pouvons que nous en féliciter.

Fondation Scelles : Une déclaration engagée !

La Fondation Scelles se réjouit de la position courageuse de Madame la Ministre des Droits des Femmes qui s'engage à tout mettre en œuvre pour obtenir les moyens de « protéger l'immense majorité des personnes prostituées » et à poursuivre le travail initié par la mission parlementaire et la résolution adoptée le 6 décembre 2011 par l'ensemble des partis à l'Assemblée Nationale.

Combattre le proxénétisme sous toutes ses formes, affirmer une fois pour toute l'égalité homme-femme, pénaliser la demande, aider et réinsérer les victimes de l'exploitation sexuelle constituent les 4 volets indissociables des actions que nous attendons des pouvoirs publics. La Fondation Scelles est prête à mettre à la disposition de Madame la Ministre son expertise et son engagement au service de ces objectifs. Conscients de l'évolution du débat déjà considérable, la Fondation entend que le gouvernement poursuive cet engagement contre vents et marées. Elle rappelle qu'en 1981, malgré une large majorité de l'opinion défavorable à l'abolition de la peine de mort, les élus sont allés au bout de leurs convictions.

www.fondationscelles.org

Femmes solidaires salue avec respect la déclaration de Madame la Ministre des Droits des femmes qui souhaite se donner les moyens d'abolir le système prostitueur.

Tout comme Madame Vallaud-Belkacem qui déclare que « les prostituées, (...) sont d'abord des victimes de violences de la part des réseaux de proxénètes », Femmes solidaires a toujours fermement affirmé que la prostitution est une violence faite aux femmes et s'est toujours positionnée pour l'abolition du système prostitueur dont les femmes sont les premières victimes.

La détermination de Madame Najat Vallaud-Belkacem à lutter contre ce fléau est dans la droite ligne de la position du parlement le 6 décembre dernier qui a réaffirmé la position abolitionniste de la France.

L'abolition du système prostitueur participe de l'égalité entre les femmes et les hommes et, forte de cette conviction, Femmes solidaires s'engage à apporter son soutien et son expérience à tout travail qui visera à abolir cette violence.

La *Coalition contre la traite des femmes Europe (CATW)* se félicite de la réaffirmation par la France de sa position abolitionniste, conforme au vote consensuel de la résolution parlementaire du 6 décembre 2012 dans le prolongement de l'excellent rapport parlementaire sur la prostitution adopté en avril 2011.

Depuis sa création en 1988, la CATW Internationale, s'est inscrite dans la filiation des combats pour l'avancée des droits des femmes depuis le XIX^{ème} siècle, pour le droit à l'autodétermination des femmes, refusant une vision archaïque, inégalitaire et sexiste de la sexualité humaine, dont le système prostitutionnel est la quintessence.

C'est pourquoi la CATW travaille au niveau international, régional et national pour protéger l'universalité des droits des femmes, dans le respect des conventions internationales telles que la *Convention pour la répression de la traite des être humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui*, la CEDEF, le *protocole de Palerme sur la traite des personnes*, la *Convention de Varsovie du Conseil de l'Europe*...

La France a été tête de file durant plusieurs années, pour intégrer la « demande » et la responsabilité des prostitueurs dans les textes normatifs régionaux et internationaux, notamment pour les codes de conduite pour le personnel de l'ONU et de l'OTAN, les résolutions de la Commission sur le statut des femmes...

En 2006, tous les partis politiques français, ont soutenu la campagne internationale initiée par la CATW « Acheter du sexe n'est pas un sport », à l'occasion de la Coupe du monde de football.

En 2003, la Mairie de Nantes, la Mairie de Paris et l'Association des Maires des grandes villes de France organisaient un premier colloque international sur les enjeux des politiques urbaines et la prostitution, qui mit en valeur la nécessité d'avancer dans une politique cohérente à tous les niveaux, en posant la responsabilité de la demande et des clients prostitueurs.

En 2002, pour la première fois dans notre pays, à l'initiative du Secrétariat d'Etat aux droits des femmes, la prostitution était reconnue comme une violence à l'encontre des femmes. Cette position forte était dans le prolongement du premier rapport du Sénat de la Commission pour l'égalité entre les femmes et les hommes, présidé par Dinah Derycke, en 2000.

Aujourd'hui, Madame la Ministre défend courageusement une position éthique, reconnue au niveau international, qui a fait ses preuves dans d'autres pays tels que la Suède, la Norvège, l'Islande et même la Corée du Sud... Conformément au projet humaniste et démocratique de notre République, elle refuse que le corps humain et la sexualité humaine soient érigés en objets de consommation au profit d'une industrie du sexe internationale qui ne cesse de se développer en toute impunité. Une politique cohérente implique que l'on défende les mêmes valeurs au niveau international tout comme sur le terrain dans notre pays, nos régions et nos villes. La suppression de la loi sur la sécurité intérieure sur le racolage de 2003 - en parfaite contradiction avec les textes internationaux que notre pays a ratifiés - serait le signal fort de la volonté politique de notre gouvernement. Cela lui permettrait de pouvoir poursuivre efficacement sur le chemin de l'abolition de la prostitution qui doit

La CLEF se félicite de la prise de position de la Ministre des Droits des femmes dans le JDD du 23 juin 2012. La Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes (CLEF) a défendu et porté, depuis des années, auprès des instances nationales et internationales des propositions pour en finir avec la prostitution. La majorité des associations membres de la CLEF soutient le partenariat - porté par le collectif d'associations « Abolition 2012 » et participera - activement aux travaux de concertation que propose de mettre en place Madame la Ministre Najat Vallaud Belkacem.

Depuis 2010, la CLEF participe à la campagne du Lobby Européen des Femmes « Pour une Europe libérée de la prostitution » et propose pour la majorité de ses associations membres de :

- 1 - Pénaliser le client plutôt que la prostituée, combattre le proxénétisme et la traite des êtres humains par des politiques ambitieuses conduites au niveau européen et international ;
- 2 - Supprimer de la législation toutes dispositions faisant des personnes prostituées des délinquantes, mettre en conformité les législations européennes dans un sens abolitionniste ;
- 3 - Conduire des politiques d'insertion des personnes prostituées ;
- 4 - Protéger les personnes prostituées sans papiers ;
- 5 - Informer dès le plus jeune âge sur les conséquences de la prostitution et éduquer au fait qu'on n'achète pas le corps d'autrui.

Commission genre Attac - Lettre ouverte à Madame la Ministre des Droits des Femmes

Madame la Ministre, Vos récentes déclarations sur l'abolition de la prostitution constituent une prise de position claire. Seule la loi permet de poser l'interdit de l'achat d'actes sexuels. Elle est indispensable pour lutter contre ces violences envers les femmes. Comme vous le rappelez, il s'agit aujourd'hui de se donner les moyens d'abolir la prostitution.

La prostitution, l'une des pires manifestations de la violence sociale contre les femmes, à la fois physique et symbolique, est également l'une des expressions les plus violentes de la domination masculine. Pourtant, cette violence est souvent niée car médiée par l'argent, ce qui la rend en apparence tolérable. Or, non seulement elle s'exerce contre le corps des femmes, mais cette organisation par certains hommes de l'accès au sexe des femmes est une force destructrice des relations hommes-femmes. Enfin elle s'attaque aux femmes en tant que groupe : dans cette logique, c'est l'ensemble des femmes qui est potentiellement susceptible d'être « mis à disposition ». La Commission Genre d'Attac, depuis plusieurs années, rappelle que le développement de l'exploitation de la prostitution se fait dans le cadre très organisé de la mondialisation néolibérale. Aucune limite n'est mise à la logique de marchandisation généralisée des biens et des services, dont le summum prend la forme de la marchandisation des êtres humains. Celle-ci génère d'énormes profits.

En parallèle, dans tous les pays développés du Nord, l'essor important de la prostitution les trente dernières années a été favorisé par les politiques qui libéralisent les économies. À l'aggravation du chômage et de la précarité, s'ajoutent aujourd'hui les politiques imposées pour rembourser la dette qui mettent en place des plans d'austérité. Le danger est réel : de plus en plus de femmes risquent de ne trouver d'autre alternative que de se prostituer. Ce sont d'abord les femmes fragilisées dont « l'image de soi » a été détruite par une histoire de violences dans l'enfance et l'adolescence et qui, dans une situation de précarité, se retrouvent poussées dans les réseaux de la traite. Et lorsqu'elles migrent, leurs trajets se font des pays les plus pauvres vers les plus riches.

En Suède, depuis plus de dix ans, la loi abolitionniste a permis de lutter très efficacement contre les proxénètes et leurs profits. De plus, au bout de dix ans, l'opinion publique elle-même est devenue majoritairement favorable à cette loi. Enfin et surtout, grâce à l'interdit de la loi, la société ne laisse plus grandir les jeunes garçons dans l'idée qu'ils peuvent acheter l'accès au corps des femmes. Aujourd'hui, au contraire, une vision non sexiste des relations entre hommes et femmes est transmise aux jeunes suédois.

Pour toutes ces raisons, il est indispensable de se donner les moyens d'abolir le système prostituteur qui permet la possibilité d'un accès marchand au sexe de personnes de sexe féminin dans l'immense majorité des cas. Mais il s'agit aussi de se donner les moyens de mettre en place des politiques publiques ambitieuses d'alternatives à la prostitution, d'accompagnement pour toutes les personnes qui souhaitent en sortir et de prévention pour toutes et tous afin que chaque personne ait le droit de vivre sans être obligée de se prostituer.

Ce chantier abolitionniste ambitieux touche forcément à divers secteurs de l'économie et de l'organisation sociale. Parmi eux, l'accompagnement des personnes quittant la prostitution nécessite

que l'on associe tout un ensemble de professionnels. Les personnes victimes de la violence prostitutionnelle ont besoin notamment d'accompagnement en matière de santé, sur le plan psychologique, mais aussi d'un accompagnement social, de formation, d'accès à l'emploi... Le cadre indispensable de lutte contre la prostitution est celui de la lutte contre le néolibéralisme et, pour la période actuelle, ses politiques d'austérité en réponse à la crise : contre le chômage, la précarisation des emplois, la pauvreté en particulier des femmes, et la réduction des dépenses publiques.

Le 21 avril dernier, François Hollande répondait à Abolition 2012 « Si chacun est libre de disposer de son corps, les droits humains et la dignité humaine sont incompatibles avec le fait qu'une personne ait le droit de disposer librement du corps d'une autre personne parce qu'elle a payé». Nous espérons que les politiques qui vont être menées seront en accord avec cette déclaration. Toutes les forces progressistes qui sont en faveur de l'abolition vous soutiendront dans votre action. La société entière a tout à gagner d'une politique abolitionniste ambitieuse.

Commission Genre d'Attac

La Maison des Femmes de Paris se félicite de la prise de position de Madame la Ministre Najat Vallaud Belkacem dans le JDD du 23 juin 2012. Depuis des années, la Maison des Femmes de Paris soutient les 5 points suivants pour que l'abolition de la prostitution devienne une réalité : 1- pénaliser le client plutôt que la prostituée, combattre le proxénétisme et la traite des êtres humains par des politiques ambitieuses conduites au niveau européen et international 2- supprimer de la législation toutes dispositions faisant des personnes prostituées des délinquantes, mettre en conformité les législations européennes dans un sens abolitionniste 3- conduire des politiques d'insertion des personnes prostituées 4- protéger les personnes prostituées sans papiers 5- informer dès le plus jeune âge sur les conséquences de la prostitution et éduquer au fait qu'on n'achète pas le corps d'autrui

Espace Simone de Beauvoir - Nantes

L'annonce de Najat Vallaud-Belkacem, ministre des droits des femmes, ce dimanche 23 juin, est un soulagement pour les associations féministes. En effet, cette position abolitionniste est partagée par nombre des associations et bien entendu par l'Espace Simone de Beauvoir.

La prostitution fait toujours débat et divise souvent les personnes. Or une fois de plus les associations de défense et de promotion des droits des femmes se sont senties bien seules depuis de longues années pour mener ce combat et faire prendre conscience aux institutions et aux individus que la prostitution n'est pas étrangère aux inégalités entre femmes et hommes. La marchandisation des corps est un fait, le trafic, la traite des êtres humains, les violences faites aux femmes sont indéniables, la prostitution est l'expression ultime du cynisme engendré par la domination masculine.

Nous pensons qu'il est primordial que la société se prononce clairement contre la prostitution. Nous sommes favorables : au retrait du délit de racolage passif et à la mise en place de la pénalisation du client. Nous ne pouvons faire l'économie de cette affirmation tout comme nous ne pouvons évoluer dans une société où entretenir un système extrêmement violent (le système prostitutionnel) serait un acte anodin.

Nous resterons vigilantes-tes quant à la réalisation de cet objectif ambitieux ainsi qu'à la promulgation de la loi et la publication des décrets d'application. La prise en compte des personnes prostituées doit être une priorité. La mise en place de mesures d'accompagnement, d'insertion et de protection pour ces dernières doit impérativement faire partie des premières actions du gouvernement en la matière. De plus, un travail d'éducation et d'information devra être réalisé en direction des clients, des jeunes et de la population en général, sans oublier la formation des professionnelles-les sur le terrain. La tâche s'annonce donc ardue. Mais d'autres pays, comme la

Suède, se sont engagés dans cette voie et c'est grâce à un projet global et pensé sur le long terme que des résultats positifs ont été obtenus.

Nous ne pouvons que soutenir l'action de la Ministre et lui rappeler que les associations féministes représentent des appuis indispensables dans la mise en œuvre de tels changements dans la société. L'Espace Simone de Beauvoir.

INTERNATIONAL

4 - Camps européen de jeunes féministes 2012 - 6 au 12 août en Roumanie

L'organisation du deuxième campement européen de jeunes féministes est sur les rails. Depuis plusieurs mois, les contacts se sont multipliés entre nous, et de nouvelles féministes nous rejoignent chaque semaine. A Bucarest, un petit groupe travaille dur pour organiser le campement. On attend avec impatience le résultat de notre demande de subvention, qui devrait arriver début juillet maximum, mais on sait d'ores et déjà que le campement aura lieu. Avec ou sans argent, nous avons besoin de nous réunir, pour échanger sur ce que nous vivons, sur nos luttes et nos stratégies aux quatre coins de l'Europe. Si nous avons l'argent, on espère pouvoir financer de nombreux voyages, et on rêve même d'inviter des sœurs d'autres continents, jeunes féministes en lutte au Mexique, au Kenya, aux Philippines ... Sinon, il faudra que chacune tente de lever des fonds dans son pays/sa ville, pour pouvoir venir jusqu'en Roumanie et participer aux frais communs. Comme l'année dernière, l'autogestion est notre principe, de même que la bienveillance entre nous, la sororité et le partage.

Cette année, la situation des femmes en Europe s'est dégradée, à cause d'une dictature économique qui prend les peuples en otage sous couvert de la dette et du développement en parallèle de la pensée conservatrice. Les jeux des banques, gouvernements et marché financiers seraient amusants s'il ne détruisaient pas nos biens communs, ne provoquaient pas racisme et conflits, s'ils ne renforçaient pas l'oppression patriarcale et le système hétérosexiste. Les attaques récurrentes contre le droit des femmes à disposer de notre corps, et notamment contre le droit à l'avortement, nous inquiètent et nous révoltent.

Mais depuis un an, nous avons acquis de nouvelles techniques de lutte. Le printemps arabe nous semble plus loin, et les indignéEs font partie du paysage dans de nombreux pays, les luttes continuent. On observe même une radicalisation évidente dans de nombreux pays. La coordination européenne de la Marche Mondiale des Femmes a enfin réussi à prévoir une grande campagne, qui commencera le 17 octobre, contre les mesures d'austérité et pour dénoncer leurs impacts sur la vie des femmes. Alors plus que jamais on doit se réunir et échanger, renforcer nos liens pour lutter ensemble contre les systèmes qui nous oppriment.

Pour s'inscrire : Tous les groupes de jeunes féministes actives qui se reconnaissent dans les idées développées dans le Manifeste des Jeunes Féministes d'Europe (voir <http://www.mmf-france.fr/jeunesfeministes.htm>) sont invités à nous contacter et à se préinscrire.

Pour l'instant, nous attendons la réponse aux financements demandés à l'Union Européenne.

Si la subvention est accordée, les voyages devraient être remboursés à 70 % pour celles qui auront pris contact avec nous. La participation au campement sera d'environ 20 €.

Si le financement est refusé, nous ne pourrions pas aider pour les voyages, et nous demanderons une participation d'environ 50 € par personne. Dans ce cas, nous encourageons tous les groupes à lever des fonds dans leur pays/région, en organisant une fête, en demandant des soutiens de personnes ou d'organisation, ou des subventions publiques. Nous aurons besoin de cet argent pour garantir la nourriture, des bonnes conditions pour se réunir (se protéger du soleil et de la pluie) et surtout une interprétation en plusieurs langues. Un système d'échange de matériel militant (tee-shirts, pins ...) devrait également s'organiser pour favoriser la solidarité.

Merci de nous faire parvenir votre fiche d'inscription avant le 25 juin.

Newsletters sur : <http://www.mmf-france.fr/jeunesfeministes.htm>

5 - États-unis : pour la présidentielle, les SLUT passent à l'action - Journal de l'Espace Simone de Beauvoir de Nantes

Aux États-unis, le fédéralisme est fatal pour les femmes. Dans plus de 30 États, de graves atteintes aux droits des femmes ont lieu. Or cette vague de régression passe presque inaperçue puisqu'elle se fait par le biais des lois fédérales et non à l'échelle nationale. Cependant 30 États sur 50, cela commence à faire.

Nous sommes toutes des SLUT ! Les propos orduriers d'un animateur radio, Rush Limbaugh ont poussé des femmes démocrates à agir. En mars dernier, Sandra Fluke une étudiante en droit est venue parler de l'importance de la prise en charge de la contraception devant la chambre des représentants. Cet acte citoyen a valu à Sandra Fluke d'être traitée de « slut » (salope) par Rush Limbaugh. Les femmes ont alors repris à leur compte le terme de salope. Considérant que si prendre la pilule c'est être une salope alors nous sommes toutes des salopes ! De là est né le mouvement « Rock The Slut Vote for 2012 ». Comme à leur habitude, les femmes dans leurs luttes gardent le sens de l'humour et préfèrent répondre aux pourfendeurs de la contraception et de l'avortement par l'absurde.

Dangers sur l'IVG et la contraception Ce qui se joue n'a pourtant rien d'hilarant : 8 États ont voté l'obligation à une échographie avant IVG. 5 ont voté la possibilité pour l'employeur de supprimer la prise en charge de la contraception dans le programme assurance santé des salarié-es. Dans le Kansas, les pharmaciens ont le droit de refuser de fournir un contraceptif aux femmes venues dans leur officine et cela va même plus loin, ils pourront obliger les femmes à leur donner l'ordonnance du médecin afin de les empêcher d'aller dans une autre pharmacie ! Au Tennessee, on projette de rendre public et d'afficher le nom des femmes ayant avorté. Dans le Mississippi et dans le Colorado, le statut de « personne » dès la fécondation rendrait illégale la contraception et la fécondation in vitro. En Ohio, c'est le stérilet qui dérange et son utilisation sera fortement réduite. Enfin, le Parti Républicain, souhaite qu'à l'échelle nationale, grâce au Project Life Act souhaite permettre aux hôpitaux de refuser d'assister une femme enceinte en danger de mort plutôt que de l'avorter et de lui sauver la vie.

Face à ces attaques la riposte : Plusieurs femmes démocrates à l'ap- proche de la présidentielle américaine ont alors décidé de faire des propositions de lois tout aussi intéressantes : reconnaître le statut de personne aux spermatozoïdes, rendre la masturbation, la fellation et la sodomie illégales, ou encore obliger les hommes souhaitant un traitement des dysfonctionnements érectiles de se soumettre à un examen anal, tout aussi utile qu'une échographie avant un avortement. Rappelons que les américaines pensaient leurs droits acquis depuis et pour longtemps. La domination masculine est millénaire, les avancées des dernières décennies sont fragiles et précieuses, notre devoir aujourd'hui est de continuer à lutter mais aussi de rester vigiles

Plus de renseignements sur : <https://waronwomen.com/RockTheSlutVote/>

6 - Rio+20 : la mention « droits reproductifs » retirée de l'accord final

Pendant une réunion organisée par ONU-Femmes, entité présidée par l'ex-présidente du Chili Michelle Bachelet, la présidente brésilienne Dilma Rousseff a admis hier matin que le Brésil avait retiré la mention « droits reproductifs » du brouillon final de l'accord issu de la conférence de l'ONU sur le développement durable Rio+20 s'est tenue jusqu'à aujourd'hui à Rio, au Brésil.

Le Vatican, en tant qu'observateur, la Russie, le Honduras, la République dominicaine, le Nicaragua, le Chili, la Syrie, l'Égypte, et le Costa Rica notamment avaient fait pression pour le retrait de cette mention aux prétextes qu'ils ne comprenaient pas le rapport entre droits reproductifs des femmes et développement durable, que cette notion va à l'encontre de législations et constitutions nationales et qu'ils devaient protéger les droits des enfants à naître et le droit à la vie.

D'autres pays comme la Bolivie, le Pérou, l'Uruguay, le Mexique, la Norvège, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Canada, la Suisse, les États-Unis et l'Islande se sont dits favorables au terme droits

reproductifs, arguant notamment que les droits de reproduction sont essentiels à l'autonomisation des femmes et à leur capacité de participer au développement durable, que tout autre choix de langage serait un pas en arrière et qu'il existe un lien fort entre droits des femmes, développement durable et égalité des sexes.

De nombreuses associations regrettent le silence de l'Union européenne sur le sujet.

Rachel Moreno, collaboratrice Brésil - EGALITE

TEXTES MMF

7 - Les femmes ouvrent la journée de mobilisations pendant le Sommet des peuples Rio+20 - MMF

Lors de la manifestation de ce 18 juin, les femmes ont affirmé la nécessité de construire l'égalité et d'éradiquer la violence contre les femmes pour dépasser le modèle capitaliste, patriarcal, homophobe et raciste, dont la traduction aujourd'hui est l'économie verte.

Sous le slogan : « Les femmes contre la marchandisation de nos corps, de nos vies et de la nature! » plus de 10.000 personnes ont marché ce matin du 18 juin entre l'Aterro de Flamengo et le Lac de la Carioca. La mobilisation a été organisée par la Marche Mondiale des Femmes, les femmes de mouvements mixtes comme la Via Campesina, la CUT, la Contag, la CAOI, la ANA et d'autres organisations et réseaux féministes, inaugurant ainsi la journée de mobilisation du Sommet.

La journée a commencé très tôt, à 7 heures, quand plus de 2000 femmes des mouvements sociaux, logées au Sambodrome de Rio de Janeiro, sont parties en marche jusqu'au Musée d'art moderne à l'Aterro do Flamengo. En chemin, stimulées par la batucada féministe de la MMF, elles ont dénoncé l'économie verte, les multinationales et les institutions multilatérales comme la Banque mondiale et le FMI, responsables de la crise mondiale que nous vivons aujourd'hui et de l'augmentation de la violence et de la pauvreté parmi les femmes. Au Musée d'art moderne, les militantes d'autres mouvements féministes d'Amérique latine et du monde qui participaient à l'inauguration de la tente "Territoire global des femmes" ont rejoint les autres et sont parties en direction du Lac de la Carioca où s'est déroulé l'acte marquant la fin de cette manifestation de dénonciation du modèle capitaliste, patriarcal, homophobe, raciste et destructeur de la nature.

"Nous devons dépasser ce modèle et pour cela nous devons dépasser la division sexuelle du travail, qui ne reconnaît pas notre travail comme tel, qui nous dit que nous devons le faire par amour et de par le péché que nous portons. Nous exigeons la reconnaissance du travail des femmes et la fin de la division sexuelle aussi dans le travail productif" a souligné Nalu Faria, de la MMF.

La question n'est pas seulement un environnement durable mais aussi la construction d'un nouveau modèle de production et de consommation qui garantisse les conditions de l'égalité. « Pour y parvenir, nous devons être libérées de toutes les formes d'oppression, penser non seulement à l'harmonie avec la nature mais aussi entre hommes et femmes. Cela suppose l'éradication de la violence, la fin de la sujétion des hommes au capitalisme, et qu'ils cessent de nous frapper et de nous harceler. Cela suppose le libre exercice de notre sexualité, le droit à l'avortement.

Nous continuerons notre lutte jusqu'à ce que nous parvenions à construire toutes les transformations nécessaires, nous renforcerons notre lutte contre le capitalisme vert et nous exigeons que nos revendications soient reconnues, y compris par nos camarades de lutte

À la fin de la marche, la MMF a fait une protestation devant une succursale de la Banque Nationale de Développement Économique et Social (BNDES), appartenant à l'État brésilien, pour le dénoncer de «financer l'exploitation sexuelle des femmes». Cette banque est le principal bailleur de fonds de nombreux méga-projets dans le Brésil, provoquant différents impacts environnementaux et sociaux dans les territoires. A la fin de l'action, lorsque les femmes se retiraient du site de la BNDES, des milliers de représentants des peuples autochtones de différentes régions du Brésil sont soudainement apparus et entrés dans les locaux de la banque. Les militantes féministes ont

rejoint la manifestation. Plusieurs des autochtones ont essayé d'entrer par une porte à leurs plaintes et des griefs aux autorités. Après la forte action directe, et la négociation avec les gardes de sécurité et d'un porte-parole de la BNDES, un groupe de 12 autochtones sont venus à être vu par une représentation de la banque.

Voir la vidéo de la manifestation contre la BNDES en: <http://www.radiomundoreal.fm/5636-ellas-al-frente?lang=es>

TEXTES

8 - Oui, on peut être féministe et contre la pénalisation des clients ! Planning Familial

Le discours abolitionniste qui prévaut aujourd'hui, largement repris dans la presse, ne signifie plus l'abolition de la réglementation de la prostitution mais la suppression pure et simple de la prostitution. Or, ce discours hautement symbolique n'apporte aucune réponse ni aux causes du système prostituteur ni aux personnes en situation de prostitution. Au contraire, et l'on ne peut purement et simplement décréter du jour au lendemain la fin de la prostitution !

La prostitution se développe aujourd'hui du fait des conditions d'injustices économiques croissantes, notamment l'écart croissant entre riches et pauvres, et de l'impact désastreux sur les conditions de vie des femmes, toujours en première ligne. La prostitution est l'un des aspects de cette injustice économique sur la forme exaspérée du terreau des rapports de domination du masculin sur le féminin.

Les politiques successives mises en place pour enrayer les systèmes d'exploitation sexuelle ne protègent pas les victimes voire les fragilisent un peu plus : très peu de condamnations de proxénètes, surexposition des personnes prostituées... Et si les femmes sont incitées à dénoncer leur proxénète, elles ne bénéficient pas des protections et des droits promis en échange. La répression par le délit de racolage passif, rétabli dans le cadre de la loi de sécurité intérieure de 2003 a fait la preuve de ses effets délétères sur les conditions de vie des personnes qu'elle est censée protéger. Leur relégation loin des centres villes, leur exposition plus grande aux violences, l'augmentation des risques de contracter des maladies infectieuses faute d'accès aux associations et aux outils de prévention ne met absolument pas en péril les réseaux de proxénétisme.

La pénalisation des clients procède de cette même illusion. Comment peut-on imaginer régler par la répression des situations qui relèvent des conditions économiques et des rapports sociaux de sexe ? Tout au plus, parvient-on à invisibiliser le phénomène ou à le déplacer géographiquement.

Le Planning Familial, en tant que mouvement féministe, replace la prostitution dans ce continuum de la domination masculine et à ce titre, lutte contre les violences de genre. Les alternatives qu'il propose visent, dans toute la société, à prendre en compte les rapports de domination, à lutter contre les inégalités femmes/hommes et à développer l'éducation sexualisée pour construire d'autres représentations du masculin et du féminin. Fidèle à son engagement de mouvement d'éducation populaire, il agit pour que la parole des personnes concernées soit prise en compte pour, avec elles, refuser la discrimination subie dans l'application des lois sur les violences sexuelles, d'agression, de voies de fait et de harcèlement.

L'Etat doit sortir de la posture répressive qui est la sienne depuis trop longtemps pour jouer son rôle de protecteur en garantissant aux personnes en situation de prostitution, les droits sociaux communs à tous, en mettant en place des aides réelles pour celles qui veulent se sortir du système prostitutionnel. A ce jour, c'est loin d'être le cas !

Pour Le Planning Familial, cela n'épuise évidemment pas le travail global à mener contre ce système d'exploitation des êtres humains qu'est la prostitution pour peu que l'on sorte de l'opposition sclérosante entre abolitionnisme et réglementarisme, dans une impasse moralisante. Tout au moins, ouvrons ce débat en inscrivant, comme le suggère le sociologue Lilian Mathieu, la prostitution en tant que question sociale et économique.

9 - Réponse : Féministes, et donc pour une politique cohérente et entière contre la prostitution ! Abolition 2012

Nous serions-nous fait mal comprendre ? Nous sommes d'accord avec l'essentiel de l'analyse posée par le Planning Familial sur la prostitution : symbole de la domination masculine, question sociale et économique dont les femmes les plus précaires paient le prix fort. Il ne s'agit évidemment pas de décréter du jour au lendemain la fin de la prostitution ! Mais, en tout réalisme, d'engager une politique à même de faire reculer cet archaïsme indigne de nos démocraties.

Et cette politique comporte de multiples entrées. D'où vient que les médias, et maintenant le Planning, aient une seule obsession, la pénalisation du client ? Le client est-il vraiment celui qu'il faut prioritairement protéger ? Ce que nous demandons, comme le Planning, avec le même sentiment d'urgence, c'est d'abord la fin de la répression qui pèse sur les personnes prostituées et, pour elles, un véritable Plan Marshall à même de les aider à accéder à tous les droits humains - notamment à la santé - et à sortir d'une voie sans issue. Ce que nous demandons, c'est un vrai travail de prévention, une éducation solide à l'égalité entre les femmes et les hommes, à une sexualité respectueuse de l'autre.

Pour nous, cet édifice ne peut se construire en continuant de fermer les yeux sur le comportement sexiste du client prostituteur qui fait son marché parmi une catégorie de personnes - des femmes en immense majorité - reléguées dans la prostitution, non seulement en raison de leur précarité économique ou du coup de pouce des trafiquants, mais surtout du fait de parcours souvent fracassés, marqués par toutes sortes de violences, physiques, psychiques et sexuelles. Ce qu'ils achètent - et c'est ce que nous refusons -, c'est l'impossibilité qu'ont ces personnes d'exercer la liberté de leur dire non.

Si la prostitution, comme l'affirme le Planning, s'inscrit dans le continuum des violences faites aux femmes, pourquoi le client prostituteur, premier agresseur des personnes prostituées (comme le montrent toutes les enquêtes), n'aurait-il pas à en répondre ? Pour éviter une clandestinité accrue ? Mais la clandestinité est déjà là et elle est le fait d'Internet ! Pièce maîtresse du système, le « client » ne peut plus faire semblant d'ignorer qu'il est le moteur d'une traite des femmes en pleine expansion. Tous les textes internationaux sur la traite posent désormais pour première exigence de « décourager la demande ». Ce n'est pas avec quelques incantations qu'on y parviendra. Mais hélas avec des mesures fortes.

Seuls, les radars, douloureux et controversés, ont été capables d'éviter des milliers de mort sur les routes. Non, le débat entre abolitionnisme et réglementarisme n'est pas « sclérosant ». Il relève d'un choix politique capital pour le statut - symbolique et réel - des femmes dans nos sociétés.

www.abolition2012.fr

10 - Lettre à Mme Belkacem - Campagne « Exiger l'Egalité des salaires entre les femmes et les hommes... Maintenant ! »

Madame la Ministre, Le président de la République François Hollande a présenté, pendant la campagne électorale, 60 engagements qu'il a promis d'appliquer pendant son mandat. Il a ainsi déclaré vouloir agir pour défendre l'égalité des carrières professionnelles et des rémunérations entre les femmes et les hommes. Vous-même, Madame la Ministre, vous avez déclaré récemment vouloir agir rapidement pour l'égalité salariale en durcissant la loi en matière de sanctions pour les entreprises qui ne respecteraient pas l'égalité de salaire entre les femmes et les hommes. Vous avez également indiqué ne pas exclure de sanctionner le temps partiel subi.

Nos associations ont lancé, en Mars 2011, une campagne pour « *Exiger l'Egalité des salaires entre les femmes et les hommes... Maintenant !* » Cette campagne est soutenue par de nombreuses associations féministes, structures syndicales et forces politiques.

Au cours de cette campagne, de nombreuses actions ont été organisées pour rappeler qu'une loi, si nécessaire soit-elle, ne suffira pas à réduire l'écart salarial entre les hommes et les femmes.

Caissières, vendeuses, femmes travaillant dans le nettoyage ou dans les services à la personne et tant d'autres qui exercent des métiers féminisés se trouvent en bas de l'échelle salariale et sont particulièrement touchées par la précarité. Il est impossible de venir à bout de l'inégalité salariale entre les hommes et les femmes s'il n'y a pas une revalorisation salariale de ces métiers, une reconnaissance de leurs compétences et pénibilités et une garantie de parcours professionnel. Une pétition reprenant ces exigences a recueilli à ce jour plusieurs milliers des signatures. C'est pour vous présenter cette campagne et les exigences des femmes des métiers féminisés, Madame la Ministre, que nous sollicitons une entrevue avec vous.

11 - Communication du Ministère des Droits des Femmes sur l'égalité femmes - hommes

Ce matin, en conseil des Ministres, Mme Najat Vallaud Belkacem, ministre des droits des femmes, a présenté une communication sur l'égalité femmes - hommes. Ce document présente les mesures prises par le gouvernement pour garantir que les droits des femmes deviennent un élément incontournable des politiques publiques. Malgré de nombreuses avancées, obtenues notamment grâce à l'action des mouvements féministes, beaucoup reste à faire pour atteindre l'égalité réelle. La France se donne désormais les moyens de ses ambitions : pour le gouvernement, l'égalité femmes - hommes n'est pas une option. Elle est l'un des leviers du progrès, de la justice et du redressement. Dans cette communication, la Ministre des Droits des Femmes a annoncé plusieurs mesures importantes :

- La réunion en octobre prochain, sous l'autorité du Premier ministre, d'un comité interministériel des droits des femmes, qui ne s'était plus réuni depuis plus de 12 ans ;
- La mise en place d'études d'impacts systématiques des lois et décrets intéressant les droits des femmes comme c'est aujourd'hui le cas en Suède ou en Finlande. Nous avons des dizaines d'exemples de réformes ou de décisions soi-disant neutres, visant indifféremment les femmes et les hommes qui dans les faits ont accru les inégalités (retraite, hôpital public...). A partir de maintenant, les lois seront observées à l'aune du genre et de l'égalité femmes - hommes ;
- L'investissement personnel de chacun des ministres dans cette transformation : ils seront sensibilisés aux enjeux de l'égalité femmes hommes et nommeront chacun auprès d'eux un haut-fonctionnaire à l'égalité des droits pour proposer et suivre les mesures à mettre en œuvre dans leur ministère ;
- La parité sera étendue à l'ensemble de la sphère publique et l'Etat agira pour faire respecter l'égalité professionnelle à tous les niveaux de la Fonction publique

12 - Le Conseil d'Etat dans l'incapacité de juger l'application ou pas de la loi de 2001 (contraception, éducation à la sexualité et IVG) ? - Communiqué MFPP - ANCIC - CADAC

En janvier 2011, l'ANCIC, la CADAC et Le Planning Familial déposaient un recours gracieux pour non application de la loi 2001 sur l'IVG, la contraception, et l'éducation à la sexualité auprès du Premier Ministre alors en exercice, François Fillon

La décision implicite de rejet résultant du silence gardé par le Premier Ministre a donc conduit les associations à déposer un recours contentieux près du Conseil d'Etat visant à faire appliquer en droits et dans les faits les dispositions législatives et réglementaires relatives à la loi du 4 juillet 2011 portant sur l'accès à la contraception, l'avortement et l'éducation à la sexualité. En effet, face aux multiples traductions concrètes et précises de la non application de cette loi, malgré les saisies des différents ministères sur ces sujets, malgré le rapport 2010 de l'IGAS sur l'application de la loi de 2001, force est de constater qu'à ce jour, le principe d'égalité devant le service public et le principe de continuité dudit, sur l'ensemble du territoire, n'est pas respecté.

Ces trois aspects de la loi 2001 - contraception, avortement et éducation à la sexualité - sont pourtant bel et bien des composants de « la protection de la santé » garantie dans le préambule de la constitution de 1946. Selon le rapporteur public, Le Conseil d'Etat devrait s'estimer dans

l'incapacité de faire son office, considérant les éléments déclinés trop généraux et imprécis. Réponse définitive avec la publication de l'arrêt.

Les associations requérantes notent que le rapporteur public propose au Conseil d'Etat de ne pas se prononcer sur le fond mais sur la forme de la requête. Elles se demandent toutefois quel devrait être le degré de précision supérieur attendu pour que leur requête soit retenue face aux multiples exemples de non application ou de détournement de la loi qu'elles constatent sur le terrain et rapportés aux juges.

Alors que l'Europe est traversée par de multiples remises en cause des services de planification, d'information à la contraception et à l'avortement, Le Planning Familial, l'ANCIC et la CADAC souhaitent instamment que la France ne vienne pas rejoindre la liste des pays où les droits des femmes sont les plus bafoués. Est-il utile de rappeler que les femmes ont obtenu le droit à disposer de leur corps par des luttes acharnées, droit reconnu comme un droit fondamental par l'ONU depuis 1994.

RADIO, CINÉMA, LIVRES, SORTIES.

13 - Livre : Le Sport Féminin - Fabienne Broucaret

Préface de Marie-Georges Buffet : « Disons-le d'entrée de jeu : le sport moderne a été inventé dans le dernier quart du XIXe siècle par les hommes pour les hommes. » Le constat de Fabienne Broucaret est sans appel. Le sport est un milieu machiste, et ce sexisme prend aujourd'hui des formes plus insidieuses : dans le choix des pratiques, dans le peu de place que les médias accordent au sport féminin, dans l'image glamour à laquelle on réduit trop souvent les championnes, dans l'inégalité des revenus entre sportifs et sportives, dans l'absence de femmes dans l'encadrement du sport... À quand, par exemple, une femme à la tête d'une équipe masculine de haut niveau en France ?

Les prochains Jeux olympiques se dérouleront à Londres, terre historique des suffragettes. Trouvera-t-on encore des délégations sans athlètes féminines à ces JO ? Combien de pays présenteront des sportives voilées ? Les femmes seront-elles plus nombreuses sur les bancs des entraîneurs et sur les terrains en tant qu'arbitres ? Quelle importance les médias vont-ils accorder aux performances des sportives ? Quel pourcentage de femmes y aura-t-il parmi les journalistes couvrant l'événement ?

Au terme d'entretiens où elle donne la parole à des experts, à des associations féministes et surtout à des championnes en quête de reconnaissance, Fabienne Broucaret soulève autant de questions incitant les nouvelles générations qui esquissent les contours du féminisme d'aujourd'hui à se pencher sur le monde du sport. Il reflète à plus d'un titre la

société actuelle et mérite que l'on y défende, ici comme ailleurs, les droits des femmes.

Aux Éditions Michalon - 19 euros

14 - Livre : Femmes voilées aux Jeux olympiques - Annie Sugier

Cette bataille commence au début des années 90.

Trois femmes d'origine et de parcours différents se lancent dans une aventure originale qui les amène à s'intéresser au monde de l'Olympisme. Leur objectif : s'appuyer sur les termes de la Charte olympique pour obtenir que soient exclus des JO les pays pratiquant la ségrégation sexuelle à l'encontre des femmes, tout comme l'Afrique du Sud l'avait été pour cause d'apartheid.

Un an plus tôt, à Téhéran, les plus hautes autorités de la République Islamique, avaient décidé de lancer un défi au monde à travers le sport en propageant la culture « du hijab et de la modestie pour les femmes libres du monde ».

Évidemment, ces deux visions du droit des femmes et donc de la société, ne pouvaient que se heurter de front. L'une fondée sur les principes universels des droits de l'Homme, l'autre sur la

soumission du droit de femmes aux diktats religieux et culturels.

Ce livre, écrit dans un style vif et humoristique, retrace un combat qui s'étend sur deux décennies et s'apparente à celui de David contre Goliath. On y rencontre des personnages contemporains aussi différents que le commandant Massoud, Juan Antonio Samaranch ou Jacques Rogge, mais aussi des pionniers de l'Olympisme tout droit sortis de l'Histoire, tels le baron de Coubertin et son ennemie jurée, la Française Alice Milliat... Mais cette fois-ci, ce n'est pas David qui gagnera la partie.

Éditions Jourdan - 12 euros 90 - www.editionsjourdan.com

15 - Football féminin - La femme est l'avenir du foot - Audrey Keyzers & Maguy Nestoret Ontanon

Préface de Lilian Thuram : Plus d'un siècle après la première participation des femmes aux Jeux Olympiques, le refus de plusieurs pays de faire concourir des femmes pose une nouvelle fois à Londres, la question de la discrimination liée au sexe. Le combat pour faire respecter la Charte olympique et ses principes d'égalité des sexes et de neutralité est toujours d'actualité. En 2011, c'est une inégalité plus insidieuse qui amène les auteures à interroger: alors que les footballeuses françaises obtiennent leurs meilleurs résultats en Ligue des Champions et à la Coupe du Monde, l'engouement suscité n'est pas à la hauteur de leurs performances. Pourquoi? C'est ce qu'elles ont demandé à celles et ceux qui œuvrent pour la promotion du football féminin et d'un football non sexiste.

Convaincues que le sexisme dans le football révélait et reproduisait les préjugés et stéréotypes qui persistent dans toutes les sphères de la société, elles ont formulé des propositions pour un football plus mixte et plus universel. Défendre le football féminin et le sport féminin en général, c'est faire progresser l'égalité auprès de milliers de supporters, de millions de téléspectateurs. C'est formuler le vœu que les Français puissent se retrouver tous ensemble derrière une équipe de femmes, aussi bien que derrière une équipe d'hommes. C'est aussi promouvoir une autre vision de la société.

Éditions Le Bord de l'Eau - 12 euros - contact@editionsbdl.com

16 - Livre : Guerrières ! A la rencontre du sexe fort - Moïra Sauvage

Le phénomène est mondial : les femmes sont de plus en plus nombreuses au sein des armées, des polices, des guérillas et des gangs, jusque sur les rings de boxe. L'agressivité, le port d'arme et le droit de tuer ne sont plus réservés aux hommes. Quelles sont les raisons et les conséquences de ce changement profond de nos sociétés ?

Après avoir travaillé longtemps sur les femmes victimes de violences, Moïra Sauvage change de perspective. Ce passionnant essai nous permet de comprendre la complexité de la violence féminine, son enracinement dans l'histoire et les mythes qui l'entourent.

Dans un deuxième temps, l'auteur va à la rencontre, sur plusieurs continents, de femmes de divers horizons pour leur donner la parole. Elles racontent leur rapport à la force physique, à la violence et au combat. Mais aussi comment, guerrières sans armes, les militantes utilisent leur force intérieure pour essayer de changer le monde.

Née à Dublin d'un père irlandais et d'une mère française, Moïra Sauvage est journaliste. Elle a été pendant six ans responsable de la commission Femmes d'Amnesty International France, où elle a collaboré à la publication du rapport Les Violences envers les femmes en France : une affaire d'Etat (éditions Autrement, 2006). Elle est l'auteur d'un essai : Les Aventures de ce fabuleux vagin (Calmann-Lévy, 2008).

Actes Sud - www.actes-sud.fr